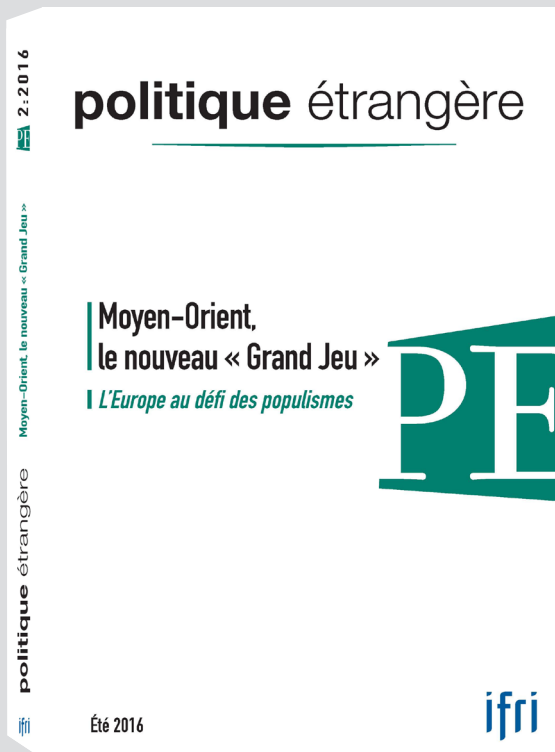


ifri

Politique étrangère

Été 2016



Dossier

Moyen-Orient, le nouveau « Grand Jeu »

Contrechamps
L'Europe au défi
des populismes

Et aussi...

Le Hezbollah et la guerre en Syrie

TTIP : *too Big to Fail?*

Vieillessement de la population et géopolitique

Contacts presse

Natacha Crance, responsable de communication

Sharleen Lavergne, chargée de diffusion

E-mails : crance@ifri.org / lavergne@ifri.org

Parution le 06/06/2016

Service de presse en pdf

disponible dès le 30/05/2016

ISBN : 978-2-36567-499-7 / 240 pages / 23 euros

Retrouvez-nous sur le blog de la revue politique-etrangere.com.

Politique étrangère

La revue de référence
en relations internationales

Politique étrangère, créée en 1936 et publiée par l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 1979, est une revue de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales politiques, économiques ou de sécurité.

Rédacteurs en chef:

Dominique David et Marc Hecker

Pour connaître la composition du comité de rédaction : politique-etrangere.com

Secrétariat de rédaction :

Daphné Bertin et Sharleen Lavergne

Pour contacter la revue : pe@ifri.org

Politique étrangère est également disponible en version numérique sur l'iBook Store, Fnac.com, Amazon et de nombreuses librairies en ligne.

Derniers numéros parus

Printemps 2016. Migrations en Afrique : un regard neuf – Le retour de la question allemande ?

Hiver 2015-2016. Justice pénale internationale : un bilan – Une ère nouvelle d'abondance pétrolière ?

Automne 2015 . L'Algérie, nouvelle force régionale ? – Arménie-Turquie : le centenaire manqué

Été 2015. La Russie, une puissance faible ? – Climat : avant la Conférence de Paris

/ / / Le mot de la rédaction

Le Moyen-Orient décomposé redevient-il le **centre** d'un nouveau « Grand Jeu » ?... S'y réinscrivent les puissances globales : des **États-Unis** faussement tentés par l'éloignement, une **Russie** qui s'impose sur un échiquier inattendu, une **France** secouée par les contradictions de ses politiques... Et s'y affrontent les candidats à l'hégémonie régionale : **Iran, Turquie, Arabie Saoudite**. La cartographie d'un espace sans doute déterminant pour les futurs du monde se redessine radicalement autour de la **Syrie** et de l'**Irak**.

Absente du nouveau « Grand Jeu » : l'**Union européenne**. Une UE engluée dans ses crises, dont l'**assaut des populismes** de toutes natures, et les divisions ravivées par les **dérives autoritaires** de l'Europe centrale, constituent les signes politiques les plus inquiétants. L'Union européenne serait-elle en train de se défaire **par les peuples** ?

La planète mondialisée s'organise aussi autour des **négociations commerciales internationales** : approche globale de l'OMC, approches régionales avec les zones de libre-échange, approche pluri-latérale. Quelle dynamique l'emportera, dessinant les **systèmes d'échanges** de demain ?

Moyen-Orient, crises européennes, échanges internationaux : *Politique étrangère* se penche sur trois dimensions du **désordre international** pour lesquels les développements des mois prochains seront sans doute décisifs.

Dominique David

Dossier / / /

Moyen-Orient, le nouveau « Grand Jeu »

Moyen-Orient :
en attendant la nouvelle
administration
américaine

Au-delà d'une histoire marquée par l'intervention des puissances, le Moyen-Orient est traversé aujourd'hui de **conflits** entrecroisant dimensions politiques, ethniques ou religieuses. Les États-Unis ne peuvent abdiquer leur *leadership* dans la région. La prochaine administration américaine devra donc se confronter, au-delà de la question syrienne, à une **multiplicité de problèmes**, sans imaginer qu'ils pourraient se résoudre d'un coup, et redéfinir le **réseau** de ses partenariats de la région.

Par John McLaughlin, directeur adjoint de la CIA de 2000 à 2004. Il enseigne à l'université Johns Hopkins (Baltimore) et conduit des recherches à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies.

La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ?

En intervenant militairement en Syrie, la Russie n'a pas cherché à s'affirmer comme une **puissance hégémonique** au Moyen-Orient. Loin de promouvoir l'unilatéralisme, elle défend en fait le **multilatéralisme**. La démonstration de force en Syrie avait notamment pour but de faire comprendre aux États-Unis et à leurs alliés qu'il ne saurait y avoir de **négociations** multilatérales dans la région – et au-delà – sans elle.

Par **Ekaterina Stepanova**, chercheur à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de Moscou (IMEMO). Elle a publié *Terrorism in Asymmetrical Conflict: Ideological and Structural Aspects* (Oxford, OUP/SIPRI, 2008).

L'Iran dans les crises du Moyen-Orient

La politique régionale de l'Iran vise à la fois la **préservation du régime** et le renforcement de la sécurité d'un pays isolé. Dans un environnement qu'elle perçoit comme dégradé, la République islamique renforce ses défenses, et met en oeuvre une **stratégie asymétrique** jouant de divers alliés dans les crises régionales, sans référence systématique à une logique chiite. L'accord nucléaire de 2015 et la crise syrienne pourraient inciter l'Iran à briser son relatif **isolement régional**.

Par **Mohammad-Reza Djalili**, professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (IHEID) et co-auteur de *L'Iran en 100 questions* (Paris, Tallandier, 2016).

L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne

Le **retrait progressif** des États-Unis du Moyen-Orient a profité à l'Iran. Cette situation n'est pas acceptable pour l'Arabie Saoudite qui s'affirme comme une **puissance régionale** de plus en plus active. Pour freiner l'expansion iranienne, Riyad n'hésite pas à s'impliquer **militairement**, que ce soit en Syrie ou au Yémen. L'affrontement saoudo-iranien ne doit pas être vu comme un choc entre sunnites et chiites : la politique étrangère saoudienne ne suit pas des considérations religieuses.

Par **Louis Blin**, chargé de mission au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères et du développement international. Il a aussi été consul général de France à Djeddah (Arabie Saoudite).

La Turquie en quête d'un nouveau positionnement au Moyen-Orient

Avant les révoltes arabes de 2011, la Turquie apparaissait comme une **puissance régionale ambitieuse**, accumulant les succès diplomatiques. La déstabilisation du Moyen-Orient a remis en cause cette dynamique positive. Le positionnement d'Ankara dans le **conflit syrien** est loin d'être clair. Ses ambiguïtés à l'égard des **djihadistes** ont suscité méfiance et tensions. Les relations d'Ankara avec Moscou, Téhéran et Le Caire sont au plus bas, tandis qu'un **rapprochement** avec Riyad est amorcé.

Par **Jean Marcou**, professeur à Sciences Po Grenoble et chercheur associé à l'Institut d'études anatoliennes d'Istanbul.

Contradictions françaises au Moyen-Orient

L'influence française a sans conteste **régressé** au Moyen-Orient avec l'échec de l'Union pour la Méditerranée, l'**enlissement** du conflit israélo-palestinien, la résolution provisoire du dossier iranien, et les **contradictions multipliées** sur la crise syrienne. Les relations de Paris avec les monarchies du Golfe semblent désormais constituer un **axe privilégié** de la politique française dans la région. Une politique qui devra être profondément redéfinie par le prochain président de la République.

Par **Georges Malbrunot**, journaliste au Figaro et spécialiste du Moyen-Orient. Il a récemment publié *Les Chemins de Damas. Le dossier noir de la relation franco-syrienne* (Paris, Laffont, 2014).

/ / / Contrechamps L'Europe au défi des populismes

L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme

En 2010, le **virage autoritaire** de la Hongrie a pu être perçu comme une parenthèse qui allait se refermer rapidement. En réalité, le modèle de « **démocratie illibérale** » instauré par Viktor Orbán a fait des émules. Le Polonais Jaroslav Kaczyński s'en inspire ouvertement. Il estime qu'en deux mandats, il pourra faire **table rase** de la III^e République et ancrer son nouveau modèle. Face à ce tournant autoritaire, les sociétés civiles tentent de se mobiliser.

Par **Georges Mink**, président de l'International Council for Central and East European Studies (ICCEES) et directeur de recherche émérite à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP-CNRS). Il a notamment publié *La Pologne au cœur de l'Europe. De 1914 à nos jours* (Paris, Buchet Chastel, 2015).

Extrémismes, populismes et nationalismes à l'assaut de l'Europe

Inachevée, la construction européenne se trouve confrontée à une triple vague d'**extrémisme**, de **populisme** et de **nationalisme**. Le phénomène n'est plus nouveau, mais son ampleur devient préoccupante : **détournement** des procédures référendaires, approches du pouvoir dans plusieurs pays. Ceci, même si ces mouvements n'ont pas produit de bouleversement dans les politiques, ni les institutions européennes. Ces dernières ont manifesté leur **résilience**, se montrant plus solides que prévu.

Par **Jean-Dominique Giuliani**, président de la Fondation Robert Schuman.

Actualités / / /

Le Hezbollah et la guerre en Syrie

Depuis 2013, la projection de forces a succédé aux missions de conseil du Hezbollah sur le territoire syrien. Au service des intérêts iraniens, elle a eu un rôle militaire décisif. Cet engagement a de profonds effets sur l'**identité** et les **structures** du Hezbollah : organisation militaire et politique, rapports avec les autres communautés religieuses... En dépit d'un large **rejet sunnite**, le parti tente de se présenter aujourd'hui comme le **défenseur** de toutes les communautés religieuses contre Daech.

Par **Matthieu Cimino**, docteur en science politique de l'IEP de Paris et du Collège de France, et chercheur à l'université d'Oxford.

TTIP : too Big to Fail ?

La négociation sur le TTIP s'attaque aux barrières non tarifaires dans les **échanges** entre les deux plus grandes économies de la planète. Les effets d'un éventuel **accord sur la croissance**, et globalement les bénéfiques escomptés de part et d'autre, sont encore difficilement évaluables. Garanties de la **souveraineté** réglementaire des États, défense des normes européennes, et accord sur les modalités de règlement des différends entre **États et investisseurs**, restent des enjeux centraux de la négociation.

Par **Elvire Fabry**, chercheur senior à l'Institut Jacques Delors.

Le plurilatéralisme commercial, une chance pour les pays en développement ?

Les dernières décennies ont vu l'enlisement du cycle de Doha et la multiplication des accords **bilatéraux** et **régionaux** en matière de commerce international. Dans ce contexte défavorable au renforcement du multilatéralisme, le **plurilatéralisme**, réhabilité, constitue une réelle opportunité pour les pays en développement. L'analyse pousse cependant à formuler des propositions en vue de **réduire les risques** que comporte pour ces pays la libéralisation plurilatérale des échanges.

Par **Michel Dupuy**, professeur à l'université de Bordeaux et membre du Laboratoire d'analyse et de recherche en économie et finance internationales (Larefi).

/ / / Repères

Vieillesse de la population et géopolitique

L'actuel vieillissement de la population est, à l'échelle mondiale, **inédit**. Il se traduit par un accroissement de la proportion des personnes âgées, par l'augmentation de leur nombre absolu, et une augmentation globale de la féminisation, triple processus destiné à se poursuivre dans les décennies à venir. Ce vieillissement est **inégalement réparti** dans le monde, et annonce des effets politiques, en interne, et géopolitiques, sur le système international, eux aussi très diversifiés.

Par **Gérard-François Dumont**, professeur à l'université Paris-Sorbonne et président de la revue *Population & Avenir*.

États et compagnies pétrolières nationales : des acteurs du futur ou du passé ?

Depuis les nationalisations des années 1970, les compagnies pétrolières publiques, acteurs internationaux incontournables, contrôlent **l'essentiel des gisements**. Médiatiquement plus visibles, les multinationales ont été repoussées vers les segments technologiques les plus pointus de la production, notamment dans **l'offshore**. La question est, pour les décennies à venir, de savoir si les compagnies pétrolières vont confirmer la tendance, ou céder le pas à de **nouveaux acteurs privés**.

Par **Marc-Antoine Pérouse de Montclos**, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement.

L'Afrique du Sud, « bon citoyen nucléaire international » ?

Depuis la destruction de son **arsenal nucléaire**, l'Afrique du Sud revendique un statut de « bon citoyen nucléaire international », validé par son engagement dans le régime de **non-prolifération**. Pretoria joue ainsi un rôle de *bridge-builder* entre les États dotés et les États non dotés, et lors des crises de prolifération. Des infléchissements récents soulèvent des doutes sur ce positionnement : un glissement qui risque d'être dommageable pour la **diplomatie nucléaire** sud-africaine.

Par **Emmanuelle Maitre**, chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).